

Table des matières

01	Forum mondial: la Suisse passe en phase 2 « <i>Rapport supplémentaire d'examen par les pairs: phase 1</i> »	2
02	Impossible de renoncer aux réformes structurelles, même en Suisse « <i>Réformes économiques: objectif croissance</i> »	3
03	Un plongeon dans une région complexe et captivante « <i>Un atlas du Sahara-Sahel: géographie, économie et insécurité</i> »	4
04	Corruption transnationale: mieux faire face à «l'ennemi» « <i>Rapport de l'OCDE sur la corruption transnationale</i> »	5
05	Vieillesse et dépenses publiques: de nombreux défis à venir « <i>OECD Pensions Outlook 2014</i> »	6
06	La crise fait reculer les dépenses de santé « <i>Health at a Glance: Europe 2014</i> »	7
07	Economie numérique: un fossé générationnel et géographique « <i>Measuring the Digital Economy - a New Perspective</i> »	8
08	Autres publications	9
09	Calendrier OCDE	9

01. Forum mondial: la Suisse passe en phase 2 «Rapport supplémentaire d'examen par les pairs: phase 1»

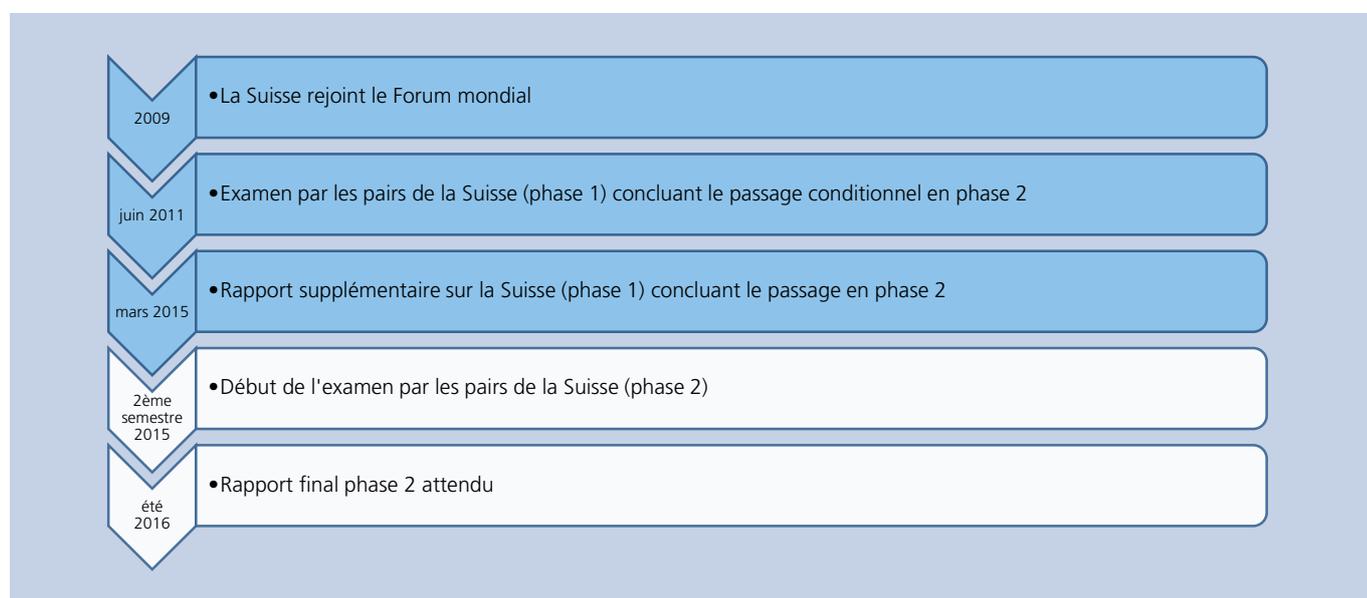
Le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales (Forum mondial) est un organisme multilatéral auquel participent aujourd'hui 126 juridictions. Créé en 2000, il a été profondément restructuré en 2009, en réponse aux appels du G-20 visant à augmenter la transparence fiscale. Les pays membres du Forum mondial, qui comprennent tous les pays de l'OCDE ainsi que ceux du G-20, s'engagent à respecter les normes internationales conçues au sein de l'OCDE concernant la transparence et l'échange de renseignements. La Suisse est membre du Forum mondial depuis 2009 et est représentée aussi bien au sein du **Comité directeur** que du **Groupe d'examen par les pairs**.

Les examens par les pairs, qui se déroulent en deux phases, sont au cœur de l'activité du Forum mondial. Leur objectif est d'assurer un suivi approfondi de la mise en œuvre des normes garantissant la transparence et l'échange de renseignements ainsi que leur application homogène au niveau international. La norme actuellement sous examen prévoit l'échange international de renseignements sur demande tout en excluant la pêche aux renseignements («*fishing expeditions*»). La phase 1 de l'examen permet aux pays d'évaluer si le cadre juridique et réglementaire en matière d'échange de renseignements des membres est en conformité avec la norme établie. La phase 2 vise quant à elle à examiner la mise en application concrète du cadre juridique en vigueur.

Lors de l'examen par les pairs du mois de juin 2011, le passage de la Suisse en phase 2 avait été soumis à certaines conditions. Les principaux obstacles étaient l'insuffisante étendue du réseau conventionnel prévoyant l'échange de renseignements sur demande, l'absence d'exception à la notification pour les personnes concernées par la demande ainsi que la difficulté d'identifier les propriétaires des actions aux porteurs. A la lumière des importantes réformes législatives qui ont été mises en œuvre depuis 2011, la Suisse a demandé l'établissement d'un **rapport supplémentaire**, qui a été livré au mois de mars 2015. Le Forum mondial a reconnu à cette occasion les importants efforts entrepris par notre pays ces dernières années et a approuvé le passage de la Suisse en phase 2. L'extension du réseau d'accords d'échange de renseignements en conformité avec la norme ainsi que la révision de la **loi fédérale sur l'assistance administrative internationale en matière fiscale (LAAF)**, qui prévoit l'exception à la notification, ont été d'importants éléments en faveur de cette décision. L'examen de la Suisse en phase 2 devrait débuter au cours du deuxième semestre 2015 et aboutir en été 2016. Elle se conclura par l'attribution d'une note globale à la Suisse portant sur la qualité de l'assistance administrative en matière d'échange de renseignements sur demande qu'elle fournit à ses partenaires.

> Table des matières

Evolutions récentes et à venir



02. Impossible de renoncer aux réformes structurelles, même en Suisse «Réformes économiques: objectif croissance»

Après un élan initial lié à la crise financière, le zèle réformateur de la plupart des pays de l'OCDE semble s'être calmé ces deux dernières années. Selon la récente publication de l'OCDE, «*Réformes économiques: objectif croissance*», ceci serait vrai même pour des pays comme l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et le Portugal, les plus touchés par la crise et particulièrement sous pression afin de mener à bien des réformes. Toutefois, la volonté de mettre en oeuvre des réformes aurait été encore plus hésitante dans les Etats au cœur de la zone euro, ainsi que dans les pays scandinaves. La Suisse se classe aussi dans cette catégorie.

Une attention particulière est portée aux effets des réformes structurelles sur la diminution des inégalités de revenus. Pour que tous et toutes profitent de ces réformes, il serait ainsi nécessaire de diminuer les obstacles à l'emploi pour tous les groupes qui rencontrent encore des difficultés d'accès au marché du travail: les femmes, les jeunes, les plus âgés ainsi que les moins qualifiés.

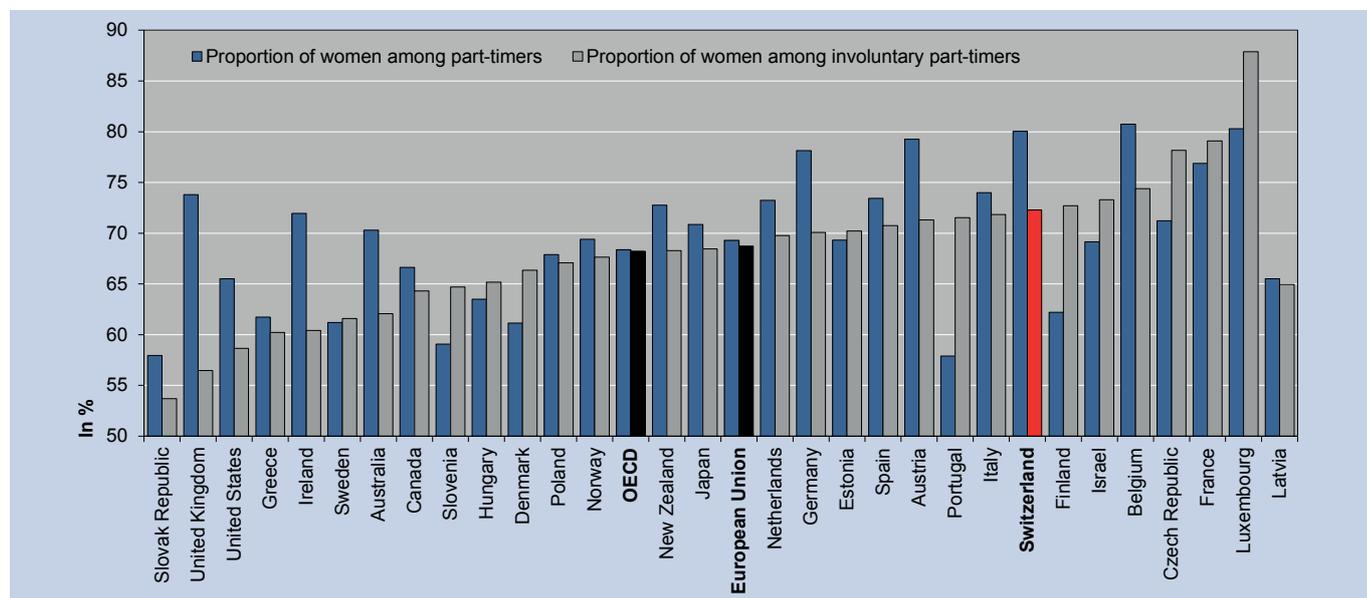
Le rapport souligne un domaine dans lequel la Suisse devrait urgemment intervenir. Certes, celle-ci peut se vanter - et pas complètement à tort - d'un taux de participation des femmes au marché du travail très élevé par rapport à la moyenne internationale. Toutefois, après une analyse plus minutieuse, on peut remarquer que la plupart travaillent à temps partiel (voir graphique). En particulier, les heures

de travail réalisées par les mères et les femmes mariées se trouvent nettement en-dessous de la moyenne de l'OCDE. Pour augmenter les incitations au travail à temps plein pour les femmes, l'OCDE préconise de supprimer «l'impôt punitif du mariage». Le plus efficace serait de remplacer l'imposition unique pour chaque famille par une imposition individuelle, afin de rendre le deuxième revenu plus rentable. Une augmentation et une amélioration des offres de garde d'enfants en dehors des horaires d'école sont aussi encouragées.

De façon générale le rapport conseille à la Suisse de déplacer la pression fiscale des impôts directs aux impôts indirects – concrètement, la TVA – en supprimant les exceptions existantes pour la taxe à la consommation. Dans ce contexte, une autre publication intéressante de l'OCDE, «*The Distributional Effects of Consumption Taxes in OECD Countries*», arrive à la conclusion, qu'une TVA réduite profite aux couches sociales les plus défavorisées seulement pour certaines catégories, comme les besoins alimentaires de base. Par contre, pour les biens culturels (livres, cinéma, théâtre et concert), l'hôtellerie ou la restauration, ces taux réduits profiteraient uniquement aux riches.

> Table des matières

Part-time work is widespread among women (2013 values)

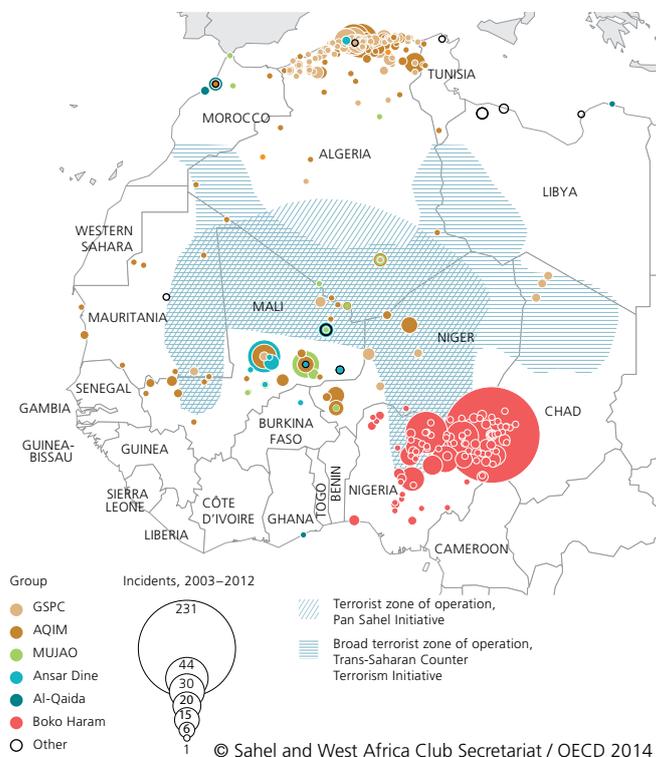


03. Un plongeon dans une région complexe et captivante «Un atlas du Sahara-Sahel: géographie, économie et insécurité»

«Un atlas du Sahara-Sahel: géographie, économie et insécurité», publié dans le cadre du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE, apparaît à un moment où la région Sahara-Sahel, à cause de son instabilité, est de nouveau sous les feux de l'actualité – Boko Haram n'étant qu'une illustration de cela. Qui lisait les journaux dans les années 1970, se rappelle encore des reportages sur la sécheresse dans le Sahel. C'est sous ce nom que la limite méridionale du Sahara a été connue pour la première fois par le grand public. Depuis, si de temps à autres on rapportait des enlèvements, ceux-ci étaient cependant plutôt perçus comme des épisodes passagers. Toutefois, avec les conflits au Mali et en Libye, la crise s'est amplifiée et un nouveau niveau de violence a été atteint (voir carte ci-contre).

L'Atlas est beaucoup plus qu'une représentation de conflits et de questions de sécurité; en réalité uniquement la troisième partie de cette publication se penche sur ces questions. Grâce aux recherches menées par les spécialistes, il livre aussi une analyse à large spectre et une représentation des principaux contextes et développements économiques, géographiques, politiques et sociaux. Huit pays (Algérie, Niger, Mali, Maroc, Mauritanie, Tchad et Tunisie) se situent au centre de cette analyse, ce qui n'empêche pas d'inclure des éléments qui dépassent les frontières du Sahara-Sahel. Historiquement, les importantes routes commerciales ont permis à la région d'Afrique du Nord et aux sociétés vivant au sud du Sahara de se rapprocher et d'échanger. C'est seulement à partir de la colonisation que la fragmentation de cette région a augmenté. Des réseaux sociaux et politiques transfrontaliers ont toutefois survécu jusqu'à aujourd'hui et jouent encore un rôle important dans la contrebande, ainsi que dans le trafic d'armes et d'êtres humains. La mobilité territoriale des organisations de groupes criminels et islamistes a dépassé les limites de la région et est devenue un problème de sécurité internationale.

Location of incidents by terrorist groups, 2003 - 2012



Les auteurs voient dans le renforcement de l'intégration régionale et dans la reprise des rapports commerciaux et de coopération transfrontaliers la clé pour résoudre la situation actuelle. Cela semble particulièrement évident dans le domaine de la sécurité. L'Atlas offre des informations très précieuses pour l'élaboration d'une stratégie politique qui aille dans ce sens et, avec non moins de 105 cartes, promet une lecture visuelle captivante.

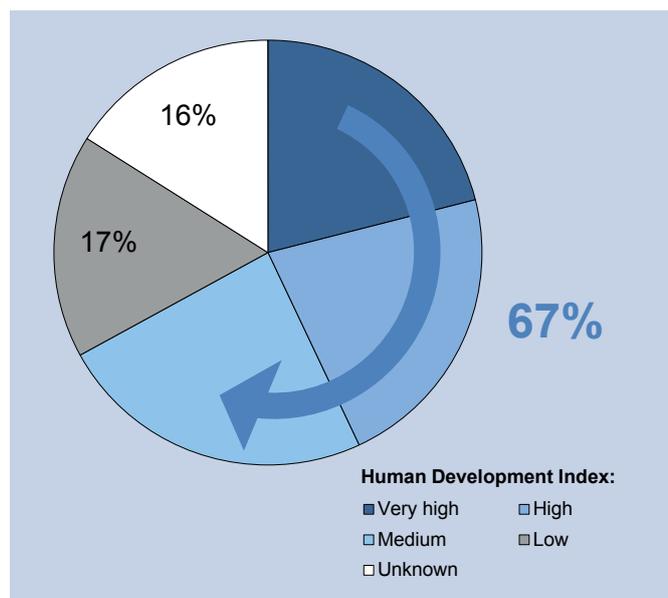
> Table des matières

04. Corruption transnationale: mieux faire face à «l'ennemi» «Rapport de l'OCDE sur la corruption transnationale»

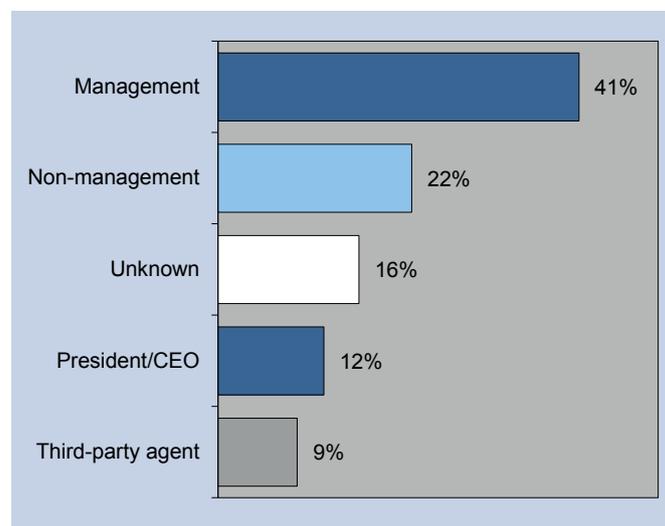
L'OCDE dispose d'un arsenal d'instruments juridiques et de recommandations pour lutter contre la corruption transnationale sous toutes ses formes. Parmi ces instruments, la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales représente la pierre angulaire des efforts de l'OCDE. Avec la publication du premier «Rapport sur la corruption transnationale», l'Organisation essaie de confirmer son «leadership» en la matière, en dévoilant l'ampleur de la corruption internationale.

L'analyse de plus de 400 affaires de corruption, survenues dans le monde entier depuis l'entrée en vigueur de la Convention anti-corruption en 1999 et impliquant des personnes morales et physiques de 41 pays signataires, confirme un certain nombre de certitudes, mais offre aussi de nouveaux éléments d'appréciation. Le rapport contredit par exemple l'idée que le problème de la corruption touche majoritairement les pays en développement: en réalité, deux tiers des pots-de-vin seraient versés à des agents publics à l'étranger de pays ayant un indice de développement humain (IDH - indicateur développé par l'ONU) élevé (graphique ci-dessous). Une autre révélation intéres-

Two-thirds of bribes were paid to officials in countries higher on the UN Human Development Index



Senior management was involved in over 50% of cases between 1999 and 2014



sante est que la plupart des affaires (53%) se sont déroulées au su et avec l'approbation des dirigeants d'entreprises (graphique ci-dessus), ce qui réfute l'idée selon laquelle la corruption serait le fait de «salariés sans scrupules».

Le rapport indique aussi que les secteurs les plus touchés par les affaires de corruption sont ceux de l'industrie extractive, de la construction, du transport et de l'entreposage, ainsi que celui de l'information et de la communication. Enfin, le but principal du versement des pots-de-vin serait de remporter des marchés publics.

Que faire maintenant de ces nouvelles informations, ou pour utiliser les mots du Secrétaire général de l'OCDE, comment mieux faire face à «l'ennemi»? D'après l'OCDE, les éléments observés dans le rapport devraient accentuer la pression sur les Etats pour les inciter à renforcer leur arsenal législatif de lutte contre la corruption transnationale et de faire en sorte que les sanctions appliquées à cette infraction soient efficaces, proportionnées et dissuasives. Les pistes préconisées par ce rapport vont de l'alourdissement des sanctions applicables à la publication des règlements extra-judiciaires conclus, en passant par le renforcement des mesures de protection des lanceurs d'alerte.

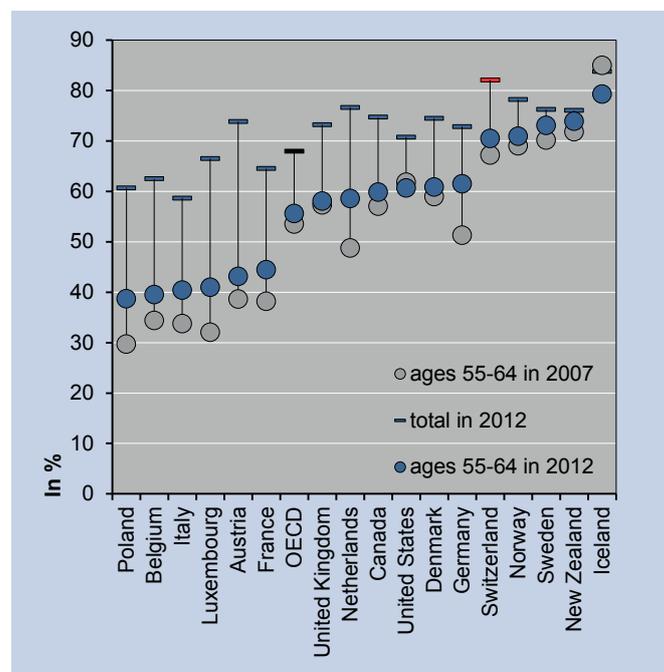
> Table des matières

05. Vieillesse et dépenses publiques: de nombreux défis à venir «OECD Pensions Outlook 2014»

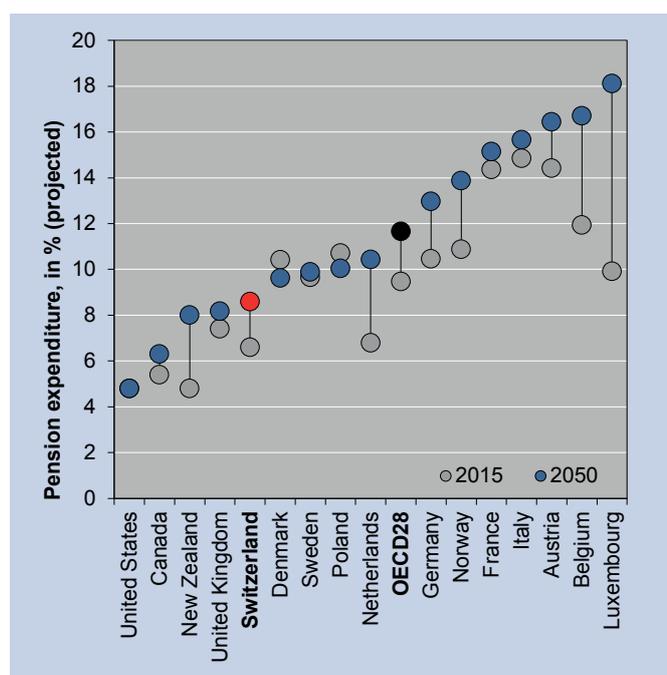
Comme l'indique le «*OECD Pensions Outlook 2014*», le vieillissement de la population se traduira dans presque tous les pays par une augmentation des dépenses de l'État pour les retraites. Seuls le Danemark et la Pologne devraient enregistrer un léger recul à l'horizon 2050. La Suisse se distingue par la relative modestie des dépenses publiques pour les pensions en pourcentage du PIB, même si, selon les projections, d'ici 2050 cette part devrait augmenter de deux points de pourcentage (graphique ci-dessous). Toutefois, si on regarde le poids de ces dépenses par rapport à la totalité des dépenses publiques on observe que, avec 19.5%, la Suisse se situe au-dessus de la moyenne OCDE (18%), chiffre qui varie de 4.5% en Islande à un maximum de 31.9% en Italie.

La Suisse, comme en ont témoigné plusieurs études récentes, continue de bénéficier du bon fonctionnement de son marché du travail. Le taux d'emploi des personnes les plus âgées (55-64 ans), même si nettement inférieur à celui de la population totale, reste très élevé en comparaison internationale (graphique ci-contre). Ainsi, notre pays se place dans le peloton de tête en compagnie des pays nor-

Employment rate of workers aged 55-64 in 2007 and 2012 and in comparison to the total working-age population in 2012



Projections of public pension expenditure as a share of GDP from 2015 to 2050



diques et de la Nouvelle Zélande. Un autre élément à relever est que, comme dans la plupart des pays de l'OCDE, ce taux a légèrement progressé dans la phase qui a suivi la crise si on compare les scores de 2012 avec ceux de 2007.

Cette publication ne se concentre pas uniquement sur les statistiques mais compare aussi des politiques, comme celles de la communication. Elle se penche par exemple sur les efforts de communication liés à la tendance croissante à développer des pensions basées sur la primauté des contributions des bénéficiaires, dans lesquels les systèmes de pensions privés sont appelés à jouer un rôle de premier plan. Il devient en effet central de savoir communiquer de façon précise et accessible sur les incertitudes liées à ces systèmes complexes et aux hypothèses à développer pour faire des projections fiables. C'est un des nombreux exemples du rôle joué par l'OCDE pour échanger des bonnes pratiques dans un domaine où tout le monde cherche de meilleures solutions et où personne n'a encore trouvé le système idéal.

> Table des matières

06. La crise fait reculer les dépenses de santé «Health at a Glance: Europe 2014»

Les dépenses publiques en matière de santé peuvent servir d'indicateur de la situation économique globale. Le graphique ci-dessous, qui illustre les évolutions des dépenses de santé ces dernières années en Europe, en est une démonstration. Selon la définition de [cette publication de l'OCDE](#), les dépenses de santé incluent les prestations de services et les biens médicaux, aussi bien privés que publics, les programmes publics de prévention ainsi que les coûts administratifs, même s'il n'est pas précisé si l'on considère uniquement ceux du secteur public ou aussi ceux du secteur privé. En Europe, les services de santé sont financés au moins à 50% par l'Etat, voire même davantage dans certains pays. Malgré un certain flou dans l'analyse de l'OCDE, l'effet de la crise sur les dépenses de santé semble assez clair.

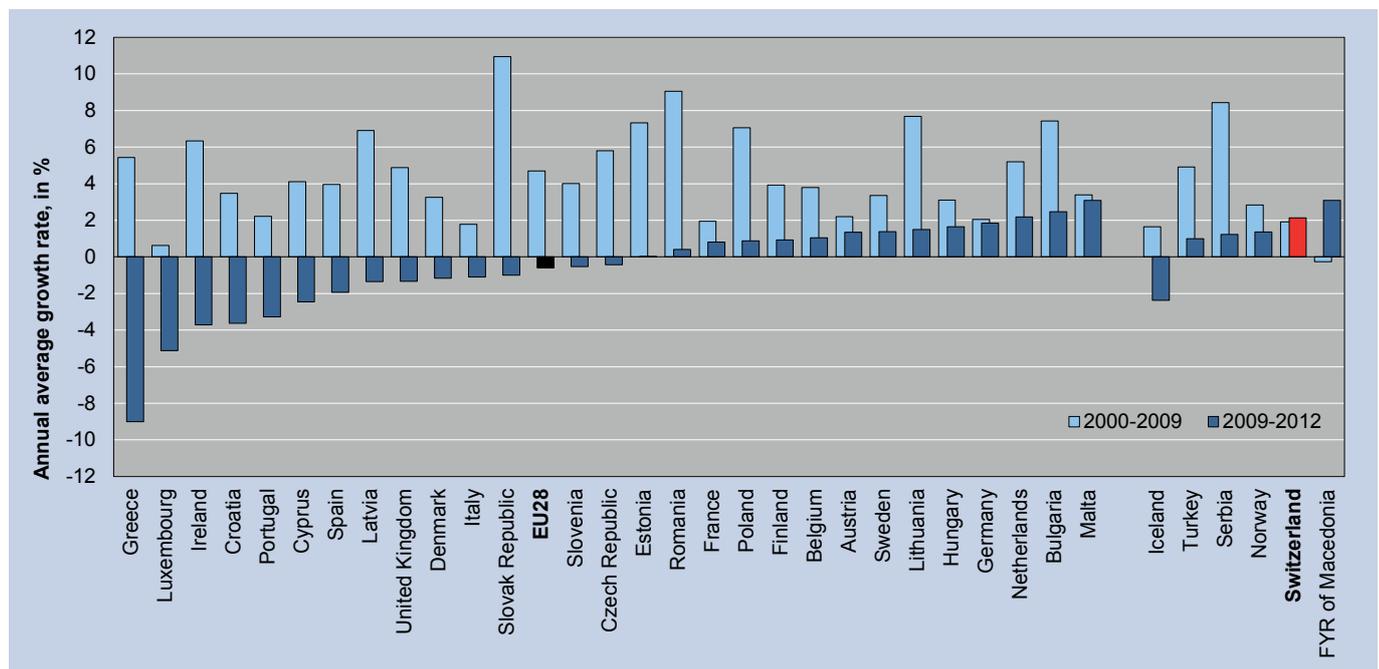
Avant le début de la crise, les dépenses de santé avaient constamment augmenté en Europe. Avec l'éclatement de la crise en 2008, celles-ci ont commencé à stagner, tendance qui s'est poursuivie jusqu'en 2009. Toutefois, entre 2009 et 2012, la moitié des Etats de l'Union européenne (UE) ont

réduit leurs dépenses de manière significative, tandis que les autres pays de l'UE devaient freiner fortement l'augmentation de leurs dépenses. En effet, en 2010 et en 2011, à cause des déficits budgétaires, d'importantes coupes ont été effectuées dans la santé publique. En dehors de l'UE, seuls deux pays n'ont pas suivi cette tendance: la Macédoine et la Suisse.

Dans plusieurs pays d'Europe occidentale, la situation s'est stabilisée depuis 2012. Toutefois, dans le sud de l'Europe (Grèce, Italie, Portugal et Espagne) et dans les pays d'Europe centrale (Hongrie, République tchèque) le recul s'est poursuivi. La crise économique en Europe a vraisemblablement entraîné un profond changement de la structure des soins de santé et du marché des prestations de service. La publication de l'OCDE ne permet toutefois pas de déduire si cette tendance se confirmera, ou si la crise économique, en forçant les pays à prendre une nouvelle direction, a aussi eu des effets bénéfiques.

> Table des matières

Annual average growth rate in per capita health expenditure, real terms, 2000 to 2012 (or nearest year)



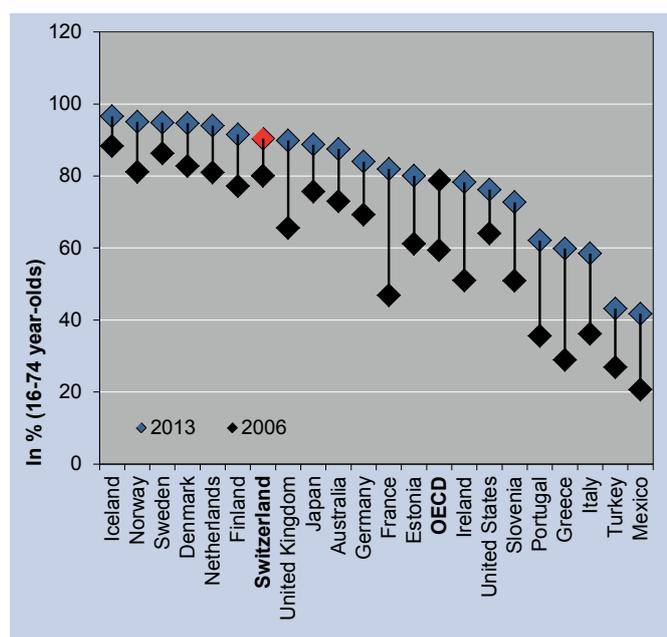
07. Economie numérique: un fossé générationnel et géographique «Measuring the Digital Economy: a New Perspective»

Le rôle croissant des technologies de l'information et de la communication (TIC) a profondément modifié nos sociétés en l'espace de quelques décennies. Partant de ce constat, la publication «Measuring the Digital Economy» propose une analyse comparative des progrès accomplis dans les pays de l'OCDE, fournissant d'importants éléments aussi bien quantitatifs que qualitatifs pour guider les politiques publiques dans ce secteur.

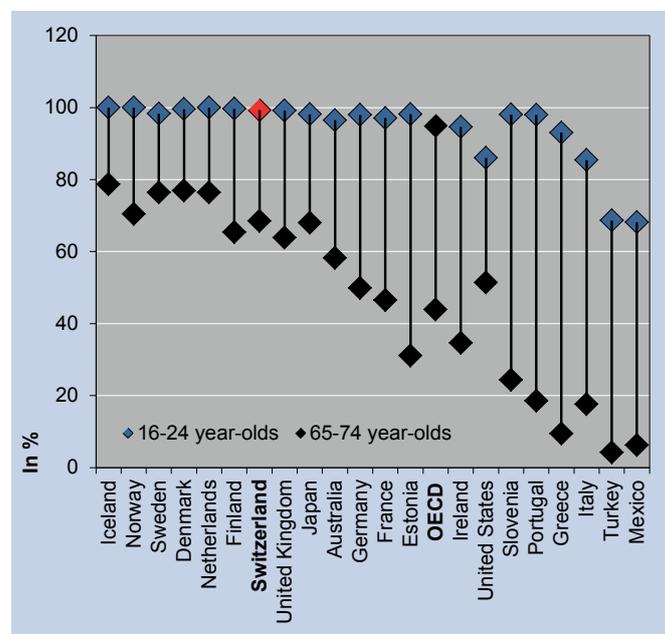
Cette étude met en premier lieu en exergue l'importance de l'économie numérique pour la croissance économique et l'innovation. Ainsi, on estime qu'un tiers des brevets qui ont été déposés en 2014 concernent les TIC et que les entreprises actives dans ce secteur ont comparativement mieux tenu face à la crise entre 2009 et 2012. De plus, le taux de survie des entreprises nouvellement créées est supérieur à la moyenne et les emplois dans ce secteur ont proportionnellement moins souffert ces dernières années. L'économie numérique se confirme ainsi comme étant un domaine très prometteur pour les économies nationales.

Sans grandes surprises, cette étude révèle aussi une augmentation très importante de l'accès et de l'utilisation des TIC. À titre d'exemple, entre 2005 et 2013, la proportion d'internautes a augmenté dans tous les pays de l'OCDE passant d'une moyenne de 60% à 80%

Differences by country in Internet usage trends, change between 2006 and 2013



Internet usage trends by age groups in 2013, 16-24 vs. 65-74 year-olds



(graphique ci-contre). Toutefois, les statistiques sur l'utilisation des TIC peuvent cacher de fortes disparités, aussi bien géographiques, générationnelles que liées au niveau de qualifications. Ainsi, le taux d'internautes, toutes générations confondues, atteint plus de 90% dans les pays nordiques et en Suisse, mais peine à dépasser les 40% en Turquie ou au Mexique. En ajoutant le facteur générationnel, le fossé entre les pays se creuse ultérieurement. Pour les personnes ayant entre 65 et 74 ans, ce taux peut varier de près de 80% en Islande à moins de 5% en Turquie (graphique ci-dessus). La Suisse se situe à la septième place des pays de l'OCDE avec 68.5%. Un dernier facteur de disparité est le niveau de qualifications: 60% des travailleurs européens considèrent ainsi que leurs compétences en informatique sont insuffisantes pour trouver un nouvel emploi, chiffre qui atteint 80% pour les personnes peu qualifiées mais seulement 40% pour les plus qualifiées. L'OCDE reste toutefois confiante pour l'avenir: avec la baisse des prix d'accès aux TIC et le vieillissement progressif des générations nées en pleine révolution numérique, ces fortes différences devraient progressivement s'amoinrir.

09. Autres publications

«Perspectives des politiques de l'éducation»

Paris, 19 janvier 2015

«ITF Transport Outlook»

Paris, 27 janvier 2015

«Metropolitan Century: Understanding Urbanisation and its Consequences»

Paris, 18 février 2015

«Fit Mind, Fit Job : from Evidence to Practice in Mental Health and Work»

Paris, 4 mars 2015

«The ABC of Gender Equality in Education: Aptitude, Behaviour, Confidence»

Paris, 5 mars 2015

10. Calendrier OCDE

World Water Day

Paris, 22 mars 2015

OECD Integrity Week 2015

Paris, 23-26 mars 2015

Forum mondial sur le développement

Paris, 1er avril 2015

World Economic Forum on East Asia 2015

Djakarta, 19-21 avril 2015